

**Point de presse de la porte-parole -  
Union européenne/Participation de  
M. Jean-Yves Le Drian à la réunion  
informelle des ministres des affaires  
étrangères -  
Développement/Déplacement de M.  
Jean-Yves le Drian et de M.  
Jean-Baptiste Lemoyne au siège de  
l'Agence française de  
développement - Nations  
unies/Adoption de la résolution 2433  
renouvelant le mandat de la FINUL  
- Déplacement de Mme Nathalie  
Loiseau dans les  
Pyrénées-Orientales  
(Paris, 31 août 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Union européenne - Participation de M. Jean-Yves Le Drian à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères (Vienne, 30 août 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a participé jeudi 30 août à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ("Gymnich"), qui s'est tenue à Vienne à l'invitation de la présidence autrichienne et de la Haute représentante.

Les échanges ont porté sur les points suivants :

- Iran : les ministres ont rappelé leur attachement à l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et leur détermination à tout mettre en oeuvre pour le préserver. Ils ont fait un point d'étape sur l'avancée des travaux engagés en ce sens au niveau européen, suite à la réintroduction des premières sanctions américaines le 6 août dernier. M. Jean-Yves Le Drian a également souligné la nécessité d'engager d'autres sujets de négociation : sur l'avenir des engagements nucléaires de l'Iran au-delà de 2025, la prolifération balistique ainsi que le rôle et les activités de l'Iran dans son environnement régional.

- Processus de paix au Proche-Orient : les ministres ont également abordé le processus de paix au Proche-Orient et la résolution de la crise humanitaire à Gaza, en soulignant l'importance de soutenir le travail effectué par l'UNRWA.

- Syrie : la situation en Syrie a fait l'objet d'échanges soutenus. M. Jean-Yves Le Drian a alerté sur les menaces d'une attaque du régime à Idlib qui font peser un risque extrêmement grave sur les populations civiles et font craindre d'éventuelles attaques chimiques du régime.

- Relations transatlantiques : M. Jean-Yves Le Drian a appelé les Européens à rester unis sur la défense de leurs intérêts et la nécessité de promouvoir un multilatéralisme efficace - sur les enjeux globaux tels que ceux du climat, de l'environnement et des relations commerciales - et de poursuivre le dialogue sur ces différents points avec les Etats-Unis dans l'objectif d'une coopération approfondie avec Washington sur les sujets d'intérêt commun.

- Balkans occidentaux : les ministres ont fait le point sur le suivi du sommet UE-Balkans de Sofia du 17 mai et sur la mise en oeuvre de l'agenda des priorités adopté à cette occasion. Ils ont également échangé sur les derniers développements dans la région tels que la conclusion en juin de l'accord sur le nom entre la Grèce et l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) et dans le dialogue entre la Serbie et le Kosovo. La discussion a été suivie d'une séance de travail en présence des ministres des affaires étrangères des pays candidats sur le thème du multilatéralisme efficace.

La situation migratoire en Méditerranée et la situation au Venezuela ont été également abordées.

2 - Développement - Déplacement de M. Jean-Yves le Drian et de M. Jean-Baptiste Lemoyne au siège de l'Agence française de développement (Paris, 3 septembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra le lundi 3 septembre au siège de l'Agence française de développement, accompagné de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat. Il y sera accueilli par M. Rémy Rioux, directeur général.

Le ministre s'entretiendra avec les membres du comité exécutif de l'AFD du cap stratégique et politique qui a été fixé par le gouvernement à l'agence dans sa mission de mise en oeuvre de la politique bilatérale de développement et de solidarité internationale de la France. Le ministre rappellera la volonté de redonner à l'aide au développement une ambition nouvelle pour une véritable politique d'investissement solidaire centrée sur les biens communs mondiaux et dotée de moyens rehaussés. Dès 2019, un milliard d'euros d'engagements de dons-projets supplémentaires seront en effet accordés à l'agence dans le cadre du cap fixé par le président de la République visant à atteindre un niveau d'APD de 0,55% du revenu national brut en 2022.

M. Jean-Yves Le Drian s'entretiendra avec des agents de l'AFD puis conclura sa visite par une conférence de presse. Il détaillera la politique de développement du gouvernement et les orientations données à l'agence pour 2019, notamment les priorités géographiques et sectorielles de l'effort budgétaire supplémentaire, suivant les conclusions du comité interministériel de la coopération internationale et de développement du 8 février dernier.

Le directeur général de l'AFD présentera ensuite les engagements du plan d'orientation stratégique 2018-2022 du Groupe AFD qui vient contribuer à cette ambition et les nouvelles dimensions innovantes, partenariales, sectorielles et géographiques de l'action de l'AFD en faveur des biens communs mondiaux.

3 - Nations unies - adoption de la résolution 2433 renouvelant le mandat de la FINUL (30 août 2018)

La France salue l'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 2433 renouvelant pour un an le mandat de la Force intérimaire des Nations unies pour le Liban (FINUL).

À travers cette résolution, le Conseil de sécurité a réaffirmé son unité et son engagement en faveur de la stabilité du Liban et de la sécurité régionale. La Force y contribue en effet pleinement en assurant le respect de la cessation des hostilités le long de la ligne bleue entre le Liban et Israël et en accompagnant le renforcement des Forces armées libanaises sur l'ensemble du territoire et dans les eaux territoriales libanaises afin de permettre à l'Etat libanais d'y exercer pleinement son autorité et sa souveraineté, conformément à la résolution 1701 de 2006.

Tout en préservant le mandat de la Force, la résolution rappelle également la nécessité de garantir sa liberté de mouvement et les mesures que doivent prendre les Etats membres pour empêcher la vente ou fourniture d'armes ou de matériels qui ne sont pas autorisées par le gouvernement du Liban ou la FINUL.

La France continue d'apporter une contribution décisive à cette opération de maintien de la paix, avec le déploiement d'un contingent de plus de 700 hommes. Son engagement aux côtés du Liban se traduit également par le soutien qu'elle a apporté à ce pays dans le cadre des conférences du printemps 2018, en particulier s'agissant du soutien aux forces armées et de sécurité, lors de la conférence de "Rome II".

À cette occasion et compte tenu des enjeux auxquels le Liban fait face, la France appelle les forces politiques libanaises à former sans délai un nouveau gouvernement.

4 - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau dans les Pyrénées-Orientales (3 septembre 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, se rendra lundi 3 septembre dans les Pyrénées-Orientales à l'invitation du député Romain Grau.

Elle visitera des propriétés viticoles et rencontrera les acteurs de la filière au cours d'une réunion de travail qui portera notamment sur les enjeux de la viticulture en Europe, le travail détaché et les normes européennes en matière d'environnement.

Après un déjeuner républicain en présence des élus du département, la ministre participera à une consultation citoyenne sur l'Europe, initiée par les principales organisations professionnelles des Pyrénées-Orientales. Cet événement, ouvert à tous, permettra d'échanger sur les attentes des acteurs économiques vis-à-vis de l'Europe d'un département transfrontalier, ainsi que sur les contraintes et les facilités auxquelles ceux-ci font face au quotidien.

À ce jour, 700 événements en France ont été labellisés "consultation citoyenne sur l'Europe" dont plus de 450 ont déjà été menés à bien, dans quasiment tous les départements. Une consultation numérique a été lancée le 9 mai 2018, avec un questionnaire unique dans toutes les langues officielles de l'Union, disponible sur le site de la Commission ou via [QuelleestvotreEurope.fr](http://QuelleestvotreEurope.fr) ./.